



Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier  
et de la Communication CGT  
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex -  
Tél. 01 48 18 80 24 Fax 01 48 51 99 07 - 01 48 18 81 52  
Site Internet : filpac-cgt.fr

***Licenciements au groupe Nouvelle République***

**Rien ne presse !**

Au cœur de l'été, sans la moindre négociation, sans la moindre concertation, sans même le respect d'obligations légales (comme la GPEC), la direction du groupe NR décrète unilatéralement 181 suppressions de postes (quelle précision...), l'arrêt et la mutualisation de titres, une renégociation - ou une dénonciation ? - des accords sur les salaires et le temps de travail.

Et en plus le directoire est très, très pressé, la vie de la Nouvelle République en dépendrait ! Il faudrait appliquer son plan de licenciements, le doigt sur la couture du pantalon avant fin août.

### **Alors pourquoi le directoire dit que tout va bien ?**

Nos journaux se portent bien : comme le directoire le dit le 16 juillet, « sur le marché de la PQR, nous constatons que la NR retrouve depuis quelques mois une position dans le peloton de tête des titres de PQR... Dans le même temps, notre audience sur Internet a progressé de 40% ». On ne saurait mieux dire.

### **Centre France, le canal historique**

Alors pourquoi cette dramatisation digne du théâtre de boulevard ? Parce qu'il manque de l'argent au groupe ? Mais enfin, Messieurs du directoire, avez-vous la mémoire courte ? Pas nous : la Société anonyme à participation ouvrière a été sommée de se dissoudre en juin pour ne pas gêner l'arrivée des capitaux du groupe Centre France. Ces capitaux ne sont pas arrivés. Pourtant Centre France, s'il n'apparaît plus, est omniprésent : n'est-ce pas ce groupe qui, après avoir eu la peau de la SAPO sans contrepartie, détermine le plan envisagé de destruction des emplois dans le groupe ?

Le projet d'arrêt de l'édition du Cher n'est prévu qu'en fonction des intérêts du titre concurrent, le Berry républicain, propriété – Ô surprise – de Centre France.

## **Qui dirige le groupe Nouvelle République et dans quel but ?**

Le nombre de destructions de postes annoncé correspond-il à des doublons repérés par les états majors des deux groupes, Centre France et la NR ?

Il semble bien que l'opérateur cagoulé, Centre France, use du directoire du groupe NR comme outil à faire le ménage avant la fusion-absorption. Avant d'autre ménages !

Car enfin : ce plan, s'il devait être mis en place, n'annoncerait que le suivant, celui que Centre France et le groupe NR imposeraient une fois la fusion opérée.

Comment faire confiance à des gestionnaires qui empruntent à la Caisse des Dépôts à 12% ? C'est de l'usure ! Comment faire confiance à une direction qui prétend ne pas trouver d'investisseurs mais qui traite tout dans l'ombre avec la direction de Centre France ?

## **Défendons ensemble nos journaux**

La NRCO, Centre Presse, ces deux titres ne sont en danger que par une gestion intentionnellement désastreuse pour justifier les licenciements qui, dans l'esprit patronal, doivent précéder la fusion. Nous défendons, quant à nous, nos titres. Nous avons participé et continuerons à participer au redressement des journaux, papier et Internet. Nous ne laisserons pas ces titres, nos titres, mis en danger par des opérations de concentration.

Que Centre France investisse dans le respect des journaux du groupe NR, des savoir-faire, des qualifications de tous les salariés. La modernisation du groupe NR doit être traitée non dans l'urgence mais dans un cadre négocié :

Celui des entreprises du groupe

Celui de la branche PQR et de la branche PQD

Celui des pouvoirs publics (la Direction du développement des médias, service du Premier ministre)

Celui du groupe Centre France

Nous allons solliciter tous ces échelons afin que l'esprit de négociation remplace l'esprit d'agression contre l'emploi. Nous appelons tous les salariés de la presse quotidienne à ne pas laisser ce mauvais coup se perpétrer au cœur d'un été qui se voudrait, côté patronal, meurtrier.

## **Pour que l'été ne soit pas meurtrier**

La cause de la presse d'information ne saurait être sacrifiée au nom de licenciés pressés de finir la fusion absorption. Des titres de presse, ça se respecte, des salariés de la presse ça se respecte.

Rien n'est joué. La direction doit être ramenée à la table de négociation et être guérie de son obsession des licenciements. Ensemble, défendons la presse quotidienne du précédent que constituerait le plan de licenciements dans le groupe Nouvelle République.